

MICHAEL SANDEL, LA TYRANNIE DU MERITE, Albin Michel, 2021

(The Tyranny of Merit. What 's Become of the Common Good?, Farrar,2020)

1. La crise des démocraties occidentales et la course aux diplômes.

Michael Sandel affirme dans son texte « La tyrannie du mérite. Qu'est-il advenu du bien commun ? » que nous devrions toutes et tous nous poser la question suivante : « Qu'est-ce qui a mal tourné, pas seulement pendant la pandémie, mais aussi dans notre vie citoyenne, dans le paysage politique polarisé et rancunier que nous connaissons actuellement? Ces derniers dix ans, le fossé impressionnant entre gagnants et perdants empoisonne notre vie politique. »

Le philosophe nous livre une réflexion très fouillée et richement documentée sur le fonctionnement des démocraties contemporaines. Il part du constat que, avec la montée des mouvements rejetant les institutions démocratiques pluralistes traditionnelles (trumpisme, extrême droite en Europe, Brexit...), nos sociétés traversent une grave crise qu'il nous faut prendre au sérieux, comprendre, et à laquelle des réponses doivent être apportées.

Face à la montée du nationalisme populiste, deux explications traditionnelles sont insatisfaisantes: l'une l'analyse comme une simple réaction raciste et xénophobe à l'égard des migrants et des étrangers ; et l'autre comme une réaction face à la délocalisation et à la suppression d'emplois. Selon Sandel, en plus des inégalités économiques, il faut prendre en compte en tant que telle la colère qui s'oppose à la globalisation assurant la supériorité de la catégorie des « gagnants », placés au haut de l'échelle sociale, par rapport au reste de la population constituant les « perdants ».

/pp.29-30/

Les démocraties connaissent actuellement une course très exigeante aux diplômes acquis dans des établissements prestigieux (universités, hautes écoles,etc).

Le texte de Sandel s'ouvre sur le rappel d'un scandale survenu aux États-Unis en 2019, lorsque des parents fortunés furent accusés d'avoir participé à une tricherie, en déboursant des sommes très considérables pour faire admettre leurs enfants dans des universités américaines prestigieuses, violant ainsi le principe d'une admission des étudiants selon leurs capacités et talents. Au lieu d'entrer par la porte avant, les compétences réelles et le mérite, ils voulaient faire entrer leur progéniture par la porte de côté.

Ce désir de pénétrer les meilleures écoles du pays est selon l'auteur très significatif :

(Page 23,25) : «Pourquoi l'admission dans les universités prestigieuses est-elle à ce point recherchée, qu'elle conduit des parents privilégiés à commettre des fraudes ?... L'angoisse économique ne résume pas tout. Plus qu'une protection contre le déclassement, ces parents achetaient autre chose, quelque chose de moins tangible mais de plus précieux : en assurant l'admission de leurs enfants, ils achetaient l'éclat emprunté du mérite. »

2. Le mépris des élites et la colère des perdants.

Le fossé entre gagnants et perdants du jeu social est en partie dû au problème des fortes inégalités. Néanmoins il provient également de l'attitude face à la victoire et à la défaite qui accompagne souvent les inégalités. Ceux qui sont au sommet ont fini par croire que leur succès découlait de leurs propres efforts, résultait de leur seul mérite. Les gagnants ont tendance à être saisi de ce que les Grecs appelaient déjà l'« hubris », la démesure, l'excès déraisonnable qui rend arrogant ou aveugle.

À l'arrogance des uns correspond la démoralisation, le manque de confiance en soi des autres qui intériorisent l'infériorisation dont ils sont victimes. Une des réactions possibles à l'humiliation est alors le ressentiment et la colère.

/Page 43/

La globalisation des marchés a entraîné la distanciation sociale et la perte de la solidarité.

(p.12) « Les divisions politiques pertinentes, expliquent ceux qui ont profité de l'abondance économique des marchés globaux, n'opposent plus la gauche à la droite, mais l'ouverture à la fermeture. Dans un monde ouvert, le succès dépend de l'éducation, de l'aptitude à s'équiper pour être compétitif et gagner dans une économie globale... Cette lecture du succès rend peu crédible l'idée que nous sommes tous solidaires. Elle conduit en effet les gagnants à considérer que leur

succès leur revient entièrement et les perdants à penser que ceux d'en haut les méprisent. On comprend alors mieux pourquoi les laissés-pour-compte de la globalisation éprouvent colère et rancune, et pourquoi ils sont attirés par les populistes autoritaires qui critiquent les élites et promettent, avec une ardeur renouvelée, de rétablir les frontières nationales. »

3. La méritocratie.

La question qui se pose est de savoir ce que recouvre la notion de « mérite et de méritocratie ». Il s'agit également de faire le point sur l'efficacité ou non de l'**égalité des chances** dans notre société.

Le mérite est (petit Robert) : ce qui rend une personne digne d'estime, de récompense, quand on considère la valeur de sa conduite et les difficultés surmontées.

La méritocratie est donc le pouvoir accordé à ceux qui ont mérité d'en avoir. La méritocratie est une structure sociale qui permet aux individus méritants de progresser et qui célèbre leur réussite personnelle. (Page 185) « Le terme méritocratie a été inventé par Michael Young, sociologue britannique et membre du parti travailliste en 1958, au moment où le système de classes britannique se disloquait et ouvrait la voie à un système éducatif et professionnel fondé sur les compétences personnelles : cette évolution a permis aux enfants doués issus de la classe ouvrière de développer leurs talents et d'échapper à une vie de travail manuel. Mais Young comprend cependant que la méritocratie a aussi une face sombre. »

Cette manière de concevoir le succès provient d'un principe qui a de l'attrait : si tout le monde a initialement une chance égale, il est justifié que les gagnants l'emportent. Ceci est le cœur de la méritocratie. En pratique, bien sûr, nous sommes très loin du compte.

L'idée que notre destinée dépend de notre mérite a un côté positif et est liée au droit fondamental à la **liberté** : nous pouvons agir sur le cours de notre existence et notre réussite ne dépend pas de facteurs hors de notre portée. Elle marque le passage de la société de l'ancien régime, société aristocratique, (dans laquelle la place de chacun était fixée à la naissance et ne pouvait être changée) à une société de la mobilité sociale, favorable à la bourgeoisie. Sandel le relève à de nombreuses reprises : la mobilité sociale et la reconnaissance du mérite sont censés constituer une réponse suffisante à la question de l'existence des inégalités socio-économiques. Dans ce sens, dans la société libérale, l'égalité initiale des chances est garantie à la fois d'efficacité et de justice.

/p.54/

Bref historique de la notion de mérite.

Sandel relève que l'idée que notre destin reflète notre mérite est ancrée dans les institutions morales de la culture occidentale et notamment dans la tradition chrétienne. Elle touche à la thématique du salut par les œuvres ou du salut par la grâce.

/p.56/

Il souligne : « Deux caractéristiques de la vision biblique nous renseignent sur la méritocratie contemporaine. La première concerne l'autonomie humaine ; la seconde la sévérité vis-à-vis de ceux qui souffrent de malchance. »

La question est bien de savoir comment les fidèles obtiennent leur salut. Est-ce grâce à une obéissance et à des bonnes actions; ou bien Dieu est-il libre de décider qui il veut sauver sans tenir compte de la manière dont les individus vivent leur vie ? (Page 58) La 1ère hypothèse impliquerait une limitation de la toute-puissance divine. Dans ce débat sur la grâce, l'apport de Saint-Augustin puis de la réforme protestante est indéniable.

/pages 60 à 61/

Sandel souligne donc clairement la méfiance du protestantisme par rapport à la notion de mérite et également l'éthique de l'humilité qui lui est liée.

L'auteur établit ensuite un lien avec la société moderne en parlant du « providentialisme libéral ». En raccourci, l'idée est que ceux qui réussissent sont convaincus de leur grand mérite et que cela les pousse facilement à une attitude de « hubris ». Ceux qui réussissent ne sont pas seulement les plus efficaces ou compétents, mais ils emmènent avec eux du bien. On retrouve très souvent aux États-Unis dans les discours des politiciens un lien entre la réussite sociale et l'ordre moral, la richesse matérielle et le bien, par exemple dans les discours de Hillary Clinton. En 2016 elle proclama après son investiture pour les présidentielles : « Il s'agit enfin de compte de ce que Donald Trump ne comprend pas : l'Amérique est grande parce que l'Amérique est bonne. »

/Pages 77 et 78/

En résumé (page 93) notre vision contemporaine du succès est analogue à la vision puritaine du salut : nous le méritons grâce à nos efforts et notre ambition. Le succès ne doit rien à la chance. Là se trouve le cœur de l'éthique méritocratique qui célèbre la liberté et le mérite. Ce raisonnement

nous encourage à penser que nous sommes responsables de notre destin et non pas victimes de forces que nous ne maîtrisons pas. »

La face sombre de la méritocratie : / page 93/

Sandel établit alors un lien entre le mérite, l'arrogance et la diminution de l'empathie et de l'altruisme chez les « gagnants ». Il souligne une idée (que nous avons déjà vue chez Hartmut Rosa) : dans la société pré-moderne, avant 1789, les places étaient fixées à l'avance, ce qui entraîne des désavantages non négligeables (l'absence de mobilité sociale, le fixité des conditions) ; mais aussi un avantage inattendu : les individus ne doivent pas passer toute leur existence à essayer de gagner et de conserver leur place en démontrant en permanence leurs compétences. Les perdants, eux, échappent à l'obligation d'assumer l'entière responsabilité de leurs échecs. Dans la société moderne, ou postmoderne au contraire, la liberté, ou la liberté théorique entraîne avec elle la responsabilité : l'individu porte désormais le fardeau entier de sa condition.

Dans un passage important (pages 97,98) Sandel explique le lien entre les notions de libre-marché, de mérite, d'éducation, de responsabilité et de justice. Au début des années 80, Margareth Thatcher et Ronald Reagan favorisent davantage le marché et dérèglent l'économie. De même Deng Xiaoping réforme le marché chinois.

Le marché ne repose pas seulement sur la méritocratie, mais également sur les concepts d'utilité et de liberté. « L'utilité veut que le marché favorise les initiatives qui bénéficient au PNB et maximisent le bien-être général. La liberté implique que le marché permet aux individus de décider librement de la valeur des biens qu'ils échangent. Le triomphe du marché dans les années 80 permet aux individus de s'inscrire dans un système d'égalité des chances. Le marché leur accorde ce qu'ils méritent. »

Un peu plus tard, dans les années 90, les libéraux de centre-gauche Tony Blair et Bill Clinton ont « accepté la prémisse Reagan-Thatcher selon laquelle les mécanismes du marché sont les principaux instruments d'affirmation du bien public. Mais ils ont aussi voulu que les marchés fonctionnent de manière juste. Ils pensent que l'égalité des chances exige plus que l'absence de discriminations ; il doit également offrir l'accès à l'éducation, à une couverture médicale, à des systèmes de garde d'enfants ainsi qu'aux autres services qui permettent aux individus d'être efficaces sur le marché du travail. »

Voici donc l'argument du libéralisme du centre gauche des années 1990 à 2016 : offrir une chance égale à tous n'est pas seulement compatible avec la société marchande, c'est aussi un moyen de réaliser ses principes fondamentaux de justice sociale.

Depuis 40 ans, deux rhétoriques ont fleuri : celle de la responsabilité personnelle et celle de l'ascension selon le mérite. Elles ont fini par provoquer la réaction populiste contre la méritocratie. (p.99) « Ce virage méritocratique a un côté intransigeant: les tentatives pour contrôler l'État-providence ont en effet été marquées par un appel exigeant à la responsabilité personnelle; la prise de risques, autrefois concentrée entre les mains des gouvernements et des entreprises s'est progressivement déplacée vers les individus... Il a aussi un côté idéaliste : la promesse que ceux qui travaillent dur et respectent les règles du jeu méritent d' « aller aussi loin que leurs talents et leurs rêves les portent ». Cette expression est un leitmotiv aux USA.

4. Égalité ou inégalité des chances?

La méritocratie repose sur un principe qui a de l'attrait, nous l'avons dit: si tout le monde a initialement une chance égale, les gagnants méritent leur victoire. Ceci n'est que justice et constitue le cœur de la méritocratie. En pratique, bien sûr, ce n'est de loin pas si évident.

Sandel se réfère à de multiples études connues, qui montrent que tous les citoyens n'ont pas les mêmes chances d'ascension sociale, ni économiquement, ni culturellement. Les enfants issus de la pauvreté restent en majorité pauvres à l'état adulte.

Les inégalités économiques(p.37): « Les Américains les plus riches (1 %) gagnent plus que l'ensemble des 50 % les moins fortunés ». Sandel cite l'économiste français Thomas Piketty, auteur de « Le Capital au 21ème siècle »: « Aux États-Unis depuis 1980 la majeure partie de la croissance économique a bénéficié au 10 % les plus riches dont les revenus ont augmenté de 121 % ; la moitié inférieure, 50 % de la population, n'a enregistré aucune progression en termes de revenus : le revenu moyen qui était d'environ 16 000 \$ en 2014 était identique en termes réels à celui de 1980. (Pour les hommes en âge de travailler, le revenu médian était le même en 2014

qu'en 1964 environ, 35 000 \$.) Le travailleur masculin médian a été exclu de la croissance durant un demi-siècle » dit Thomas Piketty.

Parlons des inégalités culturelles. Les faits démentent clairement dans leur ensemble l'idéal méritocratique. Les parents aisés peuvent transmettre leurs avantages à leurs enfants. Dans beaucoup de sociétés, ce sont les universités ou les autres écoles qui fonctionnent comme « ascenseur social ». Aux États-Unis, dans les universités d'élite (Yvy League) par exemple, il y a plus d'étudiants issus des 1 % les plus riches du pays que de toute la moitié inférieure de la société, toutes catégories confondues. (En France nous nous souvenons d'un livre qui avait fait beaucoup parler de lui dans les années 70 de Baudelot et Establet, 1972 : L'école capitaliste en France. Les auteurs y dénonçaient, chiffres à l'appui, l'école en tant qu'instrument de reproduction des inégalités socio-économiques.)

Le rôle de l'université:

Aujourd'hui, la plupart des universités sélectionnent les candidats selon leur livret scolaire et leurs résultats aux tests SAT (scholastic assesement test: examen standardisé de compétences générales verbales et de raisonnement mathématique), même si d'autres facteurs sont pris en compte – la personnalité, les prouesses athlétiques, les activités extrascolaires. Les aides fournies par les universités et le gouvernement fédéral n'ont pas permis d'augmenter la part d'étudiants issus de familles défavorisées dans les établissements sélectifs. Les recherches montrent que les aptitudes scolaires mesurées par le SAT sont fortement corrélées à l'origine sociale et à la fortune des parents. Même sans corruption, les étudiants issus de familles aisées bénéficient d'un avantage essentiel pour accéder aux universités sélectives. Plus de 70 % des étudiants inscrits dans les établissements très compétitifs viennent de familles à hauts revenus, contre 3 % d'étudiants issus de milieux défavorisés.

5. La face cachée, le piège de la méritocratie.

Mais le problème n'est pas seulement que nous échouons à vivre à la hauteur des principes méritocratiques que nous proclamons. La méritocratie en elle-même est un piège car l'idéal méritocratique est lui-même erroné. Il a une face cachée. « La méritocratie est corrosive pour le bien commun », et ceci pour plusieurs raisons (j'en ai recensé 4) :

5.1. Premier problème: elle conduit souvent comme nous l'avons vu, à « l'hubris » chez les gagnants et à l'humiliation chez les perdants. Elle encourage ceux qui réussissent à s'attribuer excessivement et uniquement à eux-mêmes leur succès, et à oublier la chance et la bonne fortune qui les ont aidés à accéder à leur situation. Elle les conduit à mépriser ceux qui sont moins privilégiés, moins qualifiés qu'eux. Ce fait a des répercussions politiques.

5.2. Subsistance d'énormes inégalités. Le tableau actuel de l'enseignement supérieur américain présente une réalité inverse de ses idéaux méritocratiques. Les normes d'admission ont augmenté et le classement des universités étant de plus en plus lié à leur taux de sélectivité, les candidats font de cette sélectivité le critère déterminant de leur choix. Aux USA, le soutien financier aux universités d'État décroît depuis plusieurs décennies et la dette des étudiants a atteint des sommets inégalés, soit 1,5 milliard de dollars en 2020. /p.264/

5.3. Troisième problème : des parents surprésents, hyper-investis et des enfants, des étudiants hyper-stressés. Cette lutte méritocratique produit une culture parentale invasive et la course aux moult diplômes favorise le développement du tutorat privé, industrie générant des milliards de dollars. À propos du rôle des parents et de l'immense stress occasionné chez les étudiants, Sandel souligne un aspect paradoxal : d'un côté les enfants, les étudiants doivent prouver par eux-mêmes qu'ils méritent l'accès aux grandes écoles, ce qui occasionne chez eux souvent des années de stress, de labeur, d'anxiété et de souffrances. Mais d'un autre côté, au final, ce sont statistiquement toujours les enfants des mêmes milieux qui y parviennent. Sandel parle à ce propos de « parents hélicoptères », de parents hyper investis dans le succès de leur progéniture (qui n'arrivent pas à lâcher le contrôle) et aux attentes énormes. Sandel établit aussi un lien entre les souffrances vécues par les étudiants qui réussissent et une tendance possible à adopter plus tard une attitude arrogante.

(p. 279-280) « Cette redistribution où les vainqueurs raflent toute la mise fait peser un poids destructeur sur les vainqueurs.... Ceux qui sont engagés dans cette lutte hyper compétitive pour

l'admission ne peuvent pas voir dans leur succès autre chose que le résultat d'efforts et de réussite individuels : ils ont mérité leur succès, ils y sont arrivés seuls... Cette croyance a quelque chose de poignant, car elle a été forgée dans la douleur, sur fond d'exigences méritocratiques qui pèsent sur les jeunes et détruisent leur âme. Les parents prospères peuvent donner une impulsion puissante à leurs enfants qui souhaitent rejoindre les universités d'élite, mais le prix est lourd : ils transforment leurs années de lycée en période de stress, d'angoisse et de manque de sommeil... Cette course à l'armement méritocratique fait pencher la balance du côté des plus fortunés et permet ainsi aux parents de transmettre leurs privilèges aux enfants... La lutte méritocratique produit une culture parentale invasive, mue par le désir de réussir qui est malsaine pour des adolescents... Entre 1976 et 2012, le temps consacré par les parents américains à l'aide aux devoirs a été multiplié par cinq... L'intrusion et l'anxiété parentale sont devenues une affliction largement répandue... Les conséquences psychologiques sur les jeunes adolescents ne sont pas négligeables. En Californie, depuis les années 2000, la psychologue Levine a observé que les adolescents de familles aisées, qui en apparence réussissent bien, étaient en vérité fort malheureux, déconnectés et manquaient d'indépendance... Les étudiants admis dans les grandes écoles sont sujets à des niveaux de stress sans précédent et le taux de suicides parmi les jeunes entre 20 et 24 ans a augmenté de 36 % entre 2000 et 2017. Les étudiants meurent aujourd'hui plus de suicide que d'homicide. Ces étudiants font face à des problèmes graves : concurrence et compétitivité effrayante, perfectionnisme excessif, perte d'autonomie et de capacité à réfléchir de manière personnelle ; fragilisation et risque de burnout, d'épuisement. »

(p.283-5) « Ceux qui l'emportent sur le champ de bataille du mérite s'en sortent triomphalement, mais blessés. Je le constate chez mes étudiants, il est difficile de renoncer à l'habitude de devoir franchir des obstacles. Beaucoup sont tellement habités par le désir de réussir qu'ils ont du mal à profiter de leurs années d'études pour réfléchir, explorer, s'interroger de manière critique sur ce qu'ils sont et ce à quoi ils tiennent. Beaucoup luttent contre des problèmes de santé mentale. Le perfectionnisme et la maladie emblématique de la méritocratie. »

5.4. Quatrième problème : chez les non-diplômés : désespoir et suicides.

Sandel relève l'augmentation des suicides. (p.284) Plusieurs études américaines sérieuses sont mentionnées. « Le taux de suicide parmi les jeunes entre 20 et 24 ans a augmenté de 36 % entre 2000 et 2017 ; les étudiants meurent aujourd'hui plus de suicide que d'homicide. »

/ Pages 313-14/

« Globalement, cette poursuite du diplôme a des effets destructeurs pour la société et la vie politique américaine. La culture du mérite amène les élites à mépriser les plus défavorisés, incapables selon eux d'avoir mobilisé talent et force de travail, ce point de vue étant partagé par ceux qui ont fait peu d'études et qui s'en jugent responsables. Le prix que payent les non-diplômés est très cher : emplois peu qualifiés et sous-payés ; risque accru de chômage prolongé ; perte même de l'espoir de trouver quelque travail que ce soit. Sandel insiste beaucoup sur ce dernier point : le désespoir, la perte de confiance et d'estime de soi. Il dénonce l'érosion de la dignité au travail (page 310-11) « Il n'est donc pas surprenant que ces individus soient malheureux. Les difficultés économiques n'expliquent pas toute leur détresse. L'âge méritocratique inflige une blessure plus insidieuse aux travailleurs : il a érodé la dignité du travail... Le tri méritocratie et la version néolibérale, marchande, de la globalisation défendue depuis les années 1980 par les partis politiques de centre-droit comme de centre-gauche ont contribué à consolider cette idée. Les perspectives méritocratique et néolibérale ont également sapé la dignité du travail, nourri le ressentiment vis-à-vis des élites et provoqué une réaction politique... Le travail est à la fois un moyen de gagner sa vie est une source de reconnaissance sociale et d'estime. La misère et la détresse morale ont augmenté ». (P. 312) « Grâce aux progrès de la médecine, l'espérance de vie a augmenté de façon constante au XXe siècle, mais hélas elle a stagné et même régressé entre 2014 et 2017. Pour la première fois dans le siècle l'espérance de vie aux États-Unis a reculé pendant trois années successives. Les morts de désespoir ont augmenté en particulier parmi les adultes blancs d'âge moyen (45-54 ans). En 2014 pour la première fois dans ce groupe le nombre de décès lié à la drogue, à l'alcool et ou au suicide était plus élevé que le nombre de morts provoqués par des cardiopathies. »

L'idéal méritocratique est une fausse promesse, selon l'auteur. Il rappelle la théorie de la justice du philosophe John **Rawls**, selon laquelle un système juste d'égalité des chances ne conduit pas à une société juste : si les individus s'affrontent dans une situation véritablement égale, les gagnants seront nécessairement ceux qui possèdent le plus de talents. Or les différences de talents sont moralement aussi arbitraires que les différences de classes. (p.203-222)

6. La montée des populismes. Humiliation et ressentiment.

Selon l'auteur, la fracture sociale entre diplômés et non-diplômés explique l'origine du ressentiment que les classes moyennes et laborieuses nourrissent à l'égard des élites, fracture qui a engendré la montée des populismes.

L'une des sources les plus puissantes des mouvements populaires de ressac est chez beaucoup de travailleurs le sentiment que l'élite les méprise. Ce mécontentement constitue une plainte légitime. Alors même que la globalisation a provoqué une inégalité croissante dans nos sociétés et à travers le monde, ainsi que des salaires qui stagnent, ses partisans ont offert aux travailleurs des encouragements répétés à l'envie: « Si vous voulez être performants dans le monde actuel, allez à l'université». « Ce que vous gagnez dépend de ce que vous savez. Vous pouvez y arriver si vous le voulez». Ces élites ne perçoivent pas l'insulte implicite dans ces conseils : « Si vous n'allez pas à l'université, si vous ne vous épanouissez pas dans la nouvelle économie, c'est votre faute si vous échouez ». Ceci en est l'implication. Ainsi nul hasard si beaucoup de travailleurs sont farouchement les adversaires des élites méritocratiques.

(L'ampleur saisissante et persistante des grèves en France et la contestation du relèvement de l'âge de la retraite à 64 ans ne reflète-t-elle pas actuellement la colère de la population contre les décisions imposées par le haut, sans consultation?)

7. Les pistes et solutions proposées par Sandel

Sandel pose la question suivante : alors que devons nous faire ?

Selon lui, nous devons repenser trois aspects de notre vie citoyenne :

- a) le rôle de l'université et des formations
- b) repenser la dignité du travail
- c) réévaluer le sens du succès

7.1 Première piste : nous devrions commencer par repenser le **rôle de l'université** en tant qu'arbitre d'ascension et de reconnaissance sociale. Pour ceux d'entre nous qui passons nos journées avec d'autres diplômés, il est facile d'oublier un simple fait : la plupart des gens n'ont pas de licence universitaire. En fait, près de deux tiers des Américains n'en ont pas. C'est donc une folie de créer une économie qui fait des diplômés universitaires la condition nécessaire pour accéder à un travail digne dans une vie décente. Encourager les gens à aller à l'université, c'est bien. En élargir l'accès à ceux qui ne peuvent se le permettre c'est encore mieux. Mais ceci n'est pas une solution à la question des inégalités.

À contre-courant de ce qui existe, l'auteur fait des propositions radicales pour le système universitaire américain : renoncer aux tests d'admission, lever l'exemption fiscale des universités privées qui n'admettent pas au moins la moitié d'étudiants issus de milieux modestes, rendre public le profil socio-économique des étudiants et le taux d'admission des enfants d'anciens diplômés de ces universités d'élite. Sandel conteste la nature même du tri et propose une solution : le tirage au sort parmi les étudiants ayant atteint un seuil satisfaisant de qualifications permettrait de soulager au moins partiellement le stress des années de lycée et d'améliorer le bien-être émotionnel des jeunes. Il propose également d'élargir l'accès aux formations en quatre ans dans les universités publiques, de soutenir davantage les collèges locaux (community colleges), l'enseignement technique et professionnel ainsi que l'apprentissage.

Il est nécessaire de revaloriser les formations professionnelles et le secteur public (et non le privé):

/p.297/

Nécessaire aussi de revaloriser tous les types d'éducatons et surtout de développer l'éducation morale et civique.

/p.301/

(À propos de l'éducation morale et de son importance, je me permets de rappeler un texte de John Locke, 1693, dans Quelques pensées sur l'éducation . Dans ce manuel qui fut un des premiers portant sur l'éducation et qui eut un énorme succès, Locke distingue clairement l'instruction, c'est-à-dire l'acquisition de compétences, de l'éducation au sens noble et moral du terme. C'est seulement dans la 24e section qu'il aborde l'instruction: « La lecture, l'écriture, l'instruction, je crois tout cela nécessaire, mais je ne pense pas que ce soit la principale affaire de l'éducation. »

Dans la section 21 traitant « De la vertu » Locke s'exprime: « Je mets la vertu au premier rang des qualités nécessaires à un homme et à un gentilhomme : elle est absolument indispensable pour lui assurer l'estime et l'affection des autres hommes, pour qu'il soit agréable ou même supportable à lui-même. Sans elle, je crois qu'il ne saurait être heureux, ni dans ce monde ni dans l'autre. »). Il y aurait certainement beaucoup à dire sur les contenus de nos systèmes éducatifs et sur les buts poursuivis. La place omniprésente accordée à l'acquisition de compétences techniques mesurables et directement efficaces pour la performance et la productivité ne laisse, pensons nous, qu'une place restreinte aux matières développant la réflexion personnelle autonome. La dimension du collectif et du bien commun est rarement mise en avant, malgré, à ce jour l'urgence du bilan climatique et de la répartition inégale des denrées de base par exemple .

7.2 Reconsidérer le travail. Contribuer au bien commun.

« Nous devrions au moins nous soucier de préparer les gens au combat méritocratique » dit Sandel « et nous concentrer davantage sur l'amélioration de la vie des personnes non diplômées, mais dont la contribution est essentielle pour notre société. Nous devrions rendre sa dignité au travail et le placer au centre de nos politiques. Nous devrions nous rappeler que le travail ne consiste pas seulement à gagner sa vie, mais qu'il contribue aussi au bien commun et doit par conséquent être reconnu pour cela. Nous présumons souvent que l'argent que gagne les gens est la mesure de leur contribution au bien commun. Mais c'est une erreur. Martin Luther King junior a expliqué pourquoi. En méditant sur une grève des travailleurs sanitaire de Memphis, dans le Tennessee, peu de temps avant d'être assassiné, Luther King avait dit : « La personne qui ramasse nos ordures est en fait aussi importante que le médecin, car si son travail n'est pas bien fait, les maladies sévissent. Tout travail a de la dignité». La pandémie actuelle le montre clairement. Cette pandémie révèle combien nous dépendons de travailleurs que souvent nous ignorons. Les livreurs, les agents d'entretien, les vendeuses/rs de supermarché, les ouvriers d'entrepôts, les camionneurs, les aides-soignants, les gardes d'enfants, les soignants à domicile, ce ne sont pas les travailleurs les mieux payés, ni les plus honorés, loin de là. Mais aujourd'hui, nous constatons qu'ils représentent des travailleurs essentiels au fonctionnement de la société.

Il est temps de débattre publiquement sur la façon de mieux valoriser le salaire et la reconnaissance que ces personnes actives reçoivent à partir de leur travail ».

p.322 : « Si l'on veut répondre sérieusement aux frustrations de la classe ouvrière, on doit combattre la condescendance des élites et le préjugé du diplôme omniprésents dans la culture publique, et remettre la dignité du travail au cœur de l'agenda politique.... Réfléchir au sens du travail nous oblige à affronter les questions morales et politiques que nous évitons le plus souvent : que veut dire contribuer utilement au bien commun, et que nous devons nous en tant que citoyens? ». Sandel fustige ici une nouvelle fois ce qu'il qualifie de « diplômanie »..

Il faut réaffirmer la dignité du travail.

Notons que cet argument peut être utilisé par la droite comme par la gauche, mais avec une signification bien différente. Par exemple, Donald Trump l'a beaucoup mentionné : il faut réhabiliter la dignité du travail, c'est-à-dire diminuer les aides sociales, par exemple les coupons alimentaires. Cela libère les oisifs de leur dépendance, et les encourage à se remettre au travail!

Il convient pour Sandel de reconsidérer la thématique du besoin de reconnaissance sociale et personnelle, car le travail ou le chômage, outre le côté économique, contient la question de la reconnaissance ou du manque de reconnaissance.

p.324-5: « L'inquiétude économique n'est pas seulement liée à l'argent, elle porte aussi sur la manière dont votre rôle économique affecte votre statut social. Les laissés-pour-compte de 40 années de globalisation et d'inégalités croissantes, ne souffraient pas seulement de la stagnation des salaires ; ils se rendaient compte que leurs craintes étaient liées à une obsolescence grandissante. Les compétences qu'ils pouvaient offrir ne semblent plus utiles à la société dans laquelle ils vivaient. » (Sandel cite Robert Kennedy, en 1968 qui dit que le chômage ne produit pas seulement des souffrances liées au manque de revenu, il vous prive de toute contribution au bien commun. « Être au chômage signifie ne rien avoir à faire – c'est-à-dire, aussi, ne rien avoir à faire avec les autres, expliqua-t-il. Être sans emploi, ne pas être utile pour vos concitoyens, c'est véritablement se transformer en l'Homme invisible dont parle Ralph Ellison. Les libéraux d'aujourd'hui sont aveugles à ce que Kennedy percevait du mécontentement de son époque »).

7.3 Sandel oppose la notion de justice contributive à la justice distributive.

Le philosophe propose de remplacer la justice distributive par la justice contributive. La justice distributive prônée par les libéraux, consiste à laisser le marché se développer librement suivant les talents de chacun, puis à redistribuer une partie des gains aux plus démunis ou à l'ensemble

de la société. La justice contributive, que Sandel prône, adopte une nouvelle échelle de valeurs : le salaire ou le mérite dépendent de l'apport et de l'importance d'une activité, d'une profession pour le bien commun.

p.325 :« L'intérêt des libéraux pour la justice distributive offre assurément un solide contrepoids à la seule maximisation du PIB ; il repose sur la conviction qu'une société juste ne vise pas uniquement à maximiser le niveau général de prospérité cherche une distribution équitable des revenus et de la richesse. ... Cette approche a marqué la pensée des partis de centre-gauche (et de certains partis de centre droit) aux États-Unis depuis les années 1980. »

(Sandel réfère la notion de justice distributive au célèbre philosophe John Rawls, dans son texte de 1971 « Théorie de la justice », qui pose les bases du « libéralisme de l'État-providence" ou « libéralisme égalitariste »).

Précisons que Sandel fait clairement la distinction entre ce libéralisme de centre-gauche et le libéralisme économique, défendu par la droite, par exemple par l'économiste autrichien Friedrich Hayek, qui inspira Margareth Thatcher , Ronald Reagan et d'autres partisans du laisser-faire capitaliste: (p.200) « Hayek était opposé aux mesures gouvernementales de réduction des inégalités économiques et à l'impôt progressif, et il estimait que l'État-providence représentait l'antithèse de la liberté. » Hayek rejette les notions de mérite et d'égalité des chances. Il observe que la valorisation par la société de mes talents particuliers ne relève pas de mon mérite personnel ; ils sont moralement contingents, je suis simplement chanceux. » Mais ce penseur n'est pas pour autant partisan d'une redistribution des richesses par l'impôt).

John Rawls, dans son libéralisme égalitariste montre (p.203) « ... qu'un système juste d'égalité des chances, un système qui compenserait pleinement les différences de classe, ne conduirait pas à une société juste. Pourquoi ? Si les individus s'affrontent dans une situation véritablement équitable, les gagnants seraient néanmoins ceux qui possèdent plus de talent. Or, les différences de talents sont moralement aussi arbitraires que les différences de classes. »

L'auteur constate bien que Rawls n'est pas un adepte de la méritocratie qui se satisferait du principe de l'égalité des chances. Rawls pose les bases d'une solide compréhension de la justice distributive, chère au centre gauche : (page 205) « Plutôt que de léser les talentueux, Rawls voudrait que les gagnants partagent leurs gains avec ceux qui sont moins chanceux. Ne faites pas porter aux meilleurs coureurs des chaussures de plomb, laissez-les courir à toute vitesse. Mais reconnaissez par avance que leurs victoires ne leur appartiennent pas pleinement.. Les rétributions qu'ils génèrent sur le marché doivent être partagées avec l'ensemble de la communauté». Rawls dit quant à lui p.206: « Ceux qui ont été favorisés par la nature, quels qu'ils soient, peuvent tirer avantage de leur chance à condition que cela améliore la situation des moins bien lotis ». Sandel souligne néanmoins ce qui est à ses yeux une **faiblesse dans**

l'argumentation de Rawls : il manque à cette théorie une dimension morale prouvant que l'individu est redevable à la communauté p.207: «Le contre-argument de Rawls – les revenus du marché reflètent des facteurs arbitraires d'un point de vue moral– est puissant, car il sape l'affirmation méritocratique selon laquelle les riches méritent l'argent qu'ils gagnent. Mais il ne prouve pas que la communauté a un droit moral légitime à cet argent ou à une portion de celui-ci. **Ce droit découlerait de l'idée que nous sommes d'une manière ou d'une autre redevables à la communauté, que celle-ci rend notre succès possible et nous oblige par conséquent à contribuer au bien commun. Politiquement et philosophiquement, les libéraux égalitaristes sont mieux armés pour défendre l'argument négatif–l'individu n'est pas seul responsable de sa réussite–que l'argument positif–l'individu est redevable à la collectivité.... La philosophie du libéralisme de l'État-providence est incapable d'offrir un sens de la collectivité adapté à la solidarité que requiert une collectivité sociale. » (Page 207-8)).**

7.4 De la nécessité de reconsidérer les individus non seulement comme des consommateurs mais aussi comme des producteurs :

en effet le néolibéralisme actuel réduit l'économie à une évaluation du PIB et à une moyenne du pouvoir d'achat. Or, la valeur du travail devrait se mesurer à l'importance de sa contribution au bien commun. Ceci est clairement réapparu lors de la crise du Covid (les vendeuses des magasins d'alimentation comme tous les acteurs des services hospitaliers et médicaux, les paysans, les maraîchers, etc, se sont révélés être de première importance).

Page 326: « Les politiques devraient concilier nos identités de consommateur et de producteur. Mais le projet de la globalisation a cherché à maximiser la croissance, et donc le bien-être des consommateurs, sans égards véritables pour les effets de la délocalisation, de l'immigration et de la financiarisation sur le bien-être des producteurs. Les élites qui ont assuré la marche de la

globalisation n'ont pas seulement échoué à répondre aux inégalités que celle-ci a générées, elles ont aussi été aveugles à son effet corrosif sur la dignité du travail. »

7.5 Le travail comme reconnaissance. Redéfinir le bien commun.

La colère exprimée dans les votes populistes, dans les manifestations ou dans les grèves, est « le signe d'une crise de reconnaissance. C'est en jouant notre rôle de producteur, d'acteur nourrissant les besoins collectifs, que nous contribuons au bien commun et sommes reconnus » dit l'auteur (page 327).

La conception du bien commun héritée d'Adam Smith (dans « La richesse des nations ») et de John Keynes, inspirateurs majeurs de la pensée néolibérale, façonne l'économie dérégulée actuelle. Elle dit: la consommation « est la seule fin et l'unique objet de l'activité économique. À cette conception, Sandel oppose le retour à une réflexion politique citoyenne et morale antique déjà présente chez Aristote (p.329-30): « Aristote pensait que les hommes s'épanouissent en cultivant et en exerçant leurs talents. La tradition républicaine américaine nous apprend que certaines occupations—d'abord l'agriculture, puis le travail artisanal, enfin le travail libre en général—permettent d'entretenir les vertus qui éduquent le citoyen à l'autonomie (self-rule). Au cours du XXe siècle, l'éthique du producteur de la tradition républicaine a progressivement cédé la place à une conception consumériste de la liberté et à une politique économique de la croissance ».

Le but à rechercher s'avère ainsi de permettre au citoyen d'accéder à l'autonomie et à la liberté, non pas en tant que consommateur, mais en tant qu'individu capable de définir quelle sera la vie bonne pour lui, selon ses propres valeurs. (Sandel se réfère au passage aux pensées de Hegel et d'Axel Honneth affirmant que « les conflits contemporains sur la distribution des revenus et des richesses sont en réalité des conflits autour de la reconnaissance et du respect » (p.331).

Finalement, (Page 333-4) : « ...le travail est une activité socialement intégratrice , un domaine de reconnaissance, un moyen d'honorer notre obligation de contribuer au bien commun »).

Sandel s'indigne et questionne: « **Pourquoi, à une époque profondément clivée, où les individus se sentent ignorés et dépréciés, où ils ont désespérément besoin de sources de cohésion sociale et de solidarité, ces idéaux plus robustes sur la dignité du travail n'ont-ils pas émergé dans le débat public ? Pourquoi l'agenda politique dominant résiste-t-il à l'aspect contributif de la justice et à l'éthique du producteur qui la sous-tend ? ...** Selon cette tradition de la justice contributive, être utile à ceux avec qui nous partageons notre vie commune est un besoin humain fondamental. »

(L'auteur cite Robert Kennedy : « La fraternité, la communauté, un patriotisme partagé—ces valeurs essentielles de notre civilisation—ne découlent pas seulement de l'achat et de la consommation commune de biens ». Ces valeurs naissent au contraire des « emplois dignes aux salaires honorables, qui permettent à un homme de dire à sa communauté, à sa famille, à son pays, et par-dessus tout à lui-même « J'ai contribué à bâtir ce pays. Je fais partie de sa grande aventure collective »). Peu d'hommes politiques tiennent aujourd'hui ce langage, ajoute Sandel.

Le philosophe en appelle à un débat citoyen ouvert sur la notion de bien commun.

Il faut préciser , et ceci est un point très important, que la définition du « bien commun » sera toujours ouverte et à redéfinir par chaque génération:

/page 336/ !

8. Réfléchir au **rôle de la finance** dans l'économie: est-ce un apport ou un fardeau? Faut-il taxer le travail ou la finance et la fortune ?

Dans un chapitre intitulé « La finance, la spéculation et le bien commun » , Sandel aborde « la nécessité de restaurer la dignité du travail et souligne un aspect souvent négligé de l'agenda de la globalisation : le rôle croissant de la finance :

(p.340):« L'industrie financière est apparue de manière spectaculaire dans la conscience collective lors de la crise de 2008. Le débat qu'elle a provoqué a essentiellement porté sur les termes du plan de sauvetage des banques, financé par l'argent du contribuable, et sur la manière de réformer Wall Street pour éviter de futures crises ».

Se basant sur les études d'économistes reconnus comme James **Tobin** et Adair Turner, il dit page 340: « La financiarisation de l'économie mine et démoralise peut-être davantage la dignité du travail ; elle représente sans doute l'exemple le plus éclatant du fossé qui s'est creusé dans l'économie moderne entre ce qui est rémunéré par le marché et ce qui contribue réellement ou bien commun ».

(James Tobin, prix Nobel d'économie 1981, Américain est connu pour la fameuse « taxe Tobin ou taxe Robin des bois » sur les transactions financières qui vise à limiter la volatilité du taux de

change et la pure spéculation boursière en prélevant 0,01 % sur les transactions boursières. Prélever cette taxe permettrait de résoudre le problème de la famine dans le monde).

Non seulement la finance ne développe pas l'économie ou la production de biens véritables, mais même, elle lui nuit, dit l'auteur (page 343).

Les solutions: que faut-il donc faire?

Sandel explique que le choix de taxer par les impôts les fruits du travail, et non la finance et la fortune, relève d'un jugement de valeurs. Pour améliorer la situation, il faudrait (p.344)« ...déplacer la charge fiscale du travail vers la consommation et la spéculation. De manière radicale, on pourrait baisser le prélèvement sur la masse salariale, ou même y renoncer, et augmenter les revenus en taxant la consommation, la fortune et les transactions financières ».

Concernant les rôles distincts de créateurs et receveurs de la machine économique, Sandel rappelle qu'il est fondé de contester une idée très répandue. En effet, les bénéficiaires de l'économie actuelle ne sont pas tant les travailleurs démunis, les chômeurs ou les bénéficiaires de l'aide sociale, mais plutôt les grands industriels (comme le rappelle l'éditorialiste du Financial Times et de la chaîne CNN, Rana Foroohar qui se réfère à Warren Buffet: « Dans l'économie d'aujourd'hui, les principaux receveurs sont les industriels de la finance qui spéculent et récoltent d'énormes bénéfices sans contribuer à l'économie réelle »(p.347).)

(Warren Buffet : né en 1930 est un homme d'affaires ami de Bill Gates, démocrate, soutien d'Hillary Clinton et multimilliardaire américain, (108 milliards). Il vit frugalement et verse 12 millions par an à des œuvres caritatives. A sa mort, il a prévu de léguer les 85 % de sa fortune à ces mêmes œuvres: « Il y a une guerre des classes, où ma classe gagne de plus en plus, alors qu'elle ne le devrait pas ». Il a demandé que l'État américain prélève plus d'impôts aux multi-milliardaires comme lui.)

9. La signification du succès. Démocratie et humilité.

Sandel en appelle ainsi finalement à une restauration du « sens de la communauté, loin de l'individualisme ambiant ».(p. 348) « C'est parce que nous dépendons des autres et que nous reconnaissons leur dépendance à notre égard que nous pouvons apprécier leur contribution à notre bien-être collectif. Il faut aux citoyens un sens de la communauté suffisamment robuste pour dire que « nous sommes tous dans le même bateau »—non pas de manière rituelle, comme une incantation par temps de crise, mais comme une description plausible de notre vie quotidienne. » Il importe de revisiter le sens du fameux « **rêve américain** » : (p. 352) L'auteur cite James T. Adams : « Ce n'est pas seulement un rêve de voitures ou de salaires élevés, mais le rêve d'un ordre social où chaque homme et chaque femme serait capable d'atteindre la pleine mesure de ses capacités innées et d'être reconnu par les autres pour ce qu'il est, quel que soit le hasard de sa naissance et de son statut ».

Le philosophe clôt sa réflexion par un chapitre éloquemment intitulé « Démocratie et humilité ». Il est en appelle au sens de la solidarité, de la tolérance, de la communauté et de l'humilité dont les plus chanceux devraient faire preuve, afin de sortir du marasme dans lequel sont tombées nos sociétés démocratiques atteintes par la fracture sociale.

« Il est temps ... de remettre en question notre hubris méritocratique. Le mérite, peu généreux à l'égard des perdants, oppressif vis-à-vis des vainqueurs, se transforme en tyrannie », dit-il. Ainsi, pour sortir de l'ornière actuelle, Sandel indique que le premier pas doit être fait par ceux qui ont bénéficié des privilèges économiques et culturels de l'ascension sociale. Ils doivent reconnaître leur dette vis-à-vis des autres parties moins privilégiées de la société. La société forme un tout et la pacification des rapports nécessite une reconnaissance réciproque des apports de tous les groupes sociaux. Ceci passera également par un rééquilibrage des inégalités économiques.

p.355, citation finale:

« La conviction méritocratique selon laquelle les individus méritent les récompenses que le marché alloue à leurs talents fait de la solidarité un projet presque impossible. Car pour quelle raison les chanceux devraient-ils quoi que ce soit aux moins avantagés ? Nous devons convenir que, malgré nos efforts, nous ne sommes pas autosuffisants et que nous ne nous réalisons pas seuls : vivre dans une société qui valorise nos talents est une chance, ce n'est pas dû. Un sens aigu de la contingence de notre sort devrait nous inspirer une certaine humilité ... Un tel sentiment d'humilité pourrait être le début du renoncement à cette cruelle éthique du succès qui nous sépare. Au-delà de la tyrannie du mérite, il fait signe vers une vie publique moins rancunière est plus généreuse. »

10. En guise de **conclusion personnelle**, je dirai que j'ai beaucoup apprécié la lecture de cet essai engagé et passionnant, relativement facile d'accès, enrichi de nombreux exemples concrets connus et de références sérieuses, faits et chiffres. Sandel a le grand mérite de nous pousser à réfléchir à ce qui constitue les piliers des démocraties qui semblent aller de soi et correctement entendus: les notions de talent, de liberté et d'égalité des chances, de rôle de l'éducation, de différences sociales, de biens collectifs, de travail, d'utilité et de dignité. Sandel met le doigt sur les limites de ces principes qui se révèlent à l'usage insuffisants pour bâtir une société moins inégalitaire.

La question souvent éludée de la nature du bien commun ressort en particulier et nous interroge: comment pouvons-nous encore aujourd'hui « faire société » et vivre ensemble dans un monde confronté aux défis majeurs que sont les inégalités socio-économiques croissantes, l'immigration forcée, les problèmes écologiques et climatiques ? Il me semble qu'on peut sans autre comprendre que Sandel veut contribuer à l'avènement dans nos sociétés d'un véritable changement de paradigme, d'une modification radicale de logique et de valeurs, condition indispensable d'une pacification des relations sociales. Il nous faut abandonner ou pour le moins compléter les anciens piliers des démocraties, en mettant à l'œuvre de nouveaux modes d'action permettant de réaliser plus d'égalité sociale : réévaluer l'apport de toutes les professions, réformer les grandes écoles, modifier le système de la finance, des impôts, et surtout éduquer les acteurs sociaux vers une pensée beaucoup moins individualiste et plus consciente de la nécessaire humilité. Néanmoins la question me semble rester entière de savoir si la solution proposée est suffisante et surtout quels sont les moyens précis pour y parvenir. Une transformation en profondeur du système de valeurs lié aux formations et aux professions et un rééquilibrage des rétributions de chaque catégorie socio-professionnelle peuvent-ils suffire? Et pourrions-nous dans ce sens nous passer d'une modification radicale de la logique économique productiviste actuellement prédominante?